



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 octobre 2010
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 14 octobre 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte contre le terrorisme**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint présenté par Oman en application de la résolution 1624 (2005) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte contre le terrorisme
(*Signé*) Ertugrul **Apakan**



Annexe

**Lettre datée du 27 août 2010, adressée au Directeur exécutif
du Comité contre le terrorisme par le Représentant
permanent d'Oman auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Me référant à votre lettre du 29 juillet 2010 transmettant un projet de rapport du Comité contre le terrorisme sur la visite ciblée effectuée du 21 au 24 octobre 2009 au Sultanat d'Oman par la Direction exécutive du Comité au nom de ce dernier, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint les observations supplémentaires que le Gouvernement omanais souhaite, conformément à l'invitation qui lui était adressée dans cette lettre, formuler au sujet de ce rapport (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Fuad **Al-Hinai**

Pièce jointe

[Original : arabe]

**Réponse du Comité national d'Oman contre le terrorisme
aux questions concernant la résolution 1624 (2005)
du Conseil de sécurité****Réponse à la question n° 1**

Au Sultanat d'Oman, un grand nombre de mesures juridiques visent à empêcher de commettre ou d'inciter à commettre des actes terroristes, comme il est indiqué ci-après.

1. Oman est partie à la majorité des instruments régionaux et mondiaux contre le terrorisme qui érigent en infraction pénale le fait d'inciter à commettre des actes terroristes, dont la Convention arabe sur la répression du terrorisme, les instruments de l'ONU contre le terrorisme, la Convention de l'Organisation de la Conférence islamique pour combattre le terrorisme international et l'Accord antiterroriste du Conseil de coopération du Golfe.

2. Le 23 janvier 2007, Oman a promulgué une loi antiterroriste comprenant des articles qui sanctionnent l'incitation à commettre des actes terroristes par des peines allant jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité.

3. L'article 92 du Code pénal omanais érige en infraction pénale toute incitation à commettre une infraction et toute participation directe à la commission ou à la facilitation d'une infraction. On entend par incitation le fait de persuader ou d'essayer de persuader de quelque façon que ce soit une autre personne de commettre une infraction, et une telle incitation est considérée par le Code comme équivalant à la commission de l'infraction.

4. Oman a l'intention de promulguer une législation pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Réponse à la question n° 2

Oman est en train de prendre un certain nombre de mesures pour empêcher qu'il ne soit donné refuge à des personnes convaincues d'incitation au terrorisme, dont les suivantes :

1. Inscription sur la liste des personnes interdites d'entrée ou de séjour à Oman. En accord avec les pays dont elles sont ressortissantes, il est demandé aux personnes convaincues d'incitation au terrorisme de quitter le pays à l'expiration de leur temps de séjour à Oman, et leur nom est ajouté à la liste.

2. Interdiction à toute personne convaincue d'appartenance à une organisation illégale ou extrémiste de tenir quelque réunion ou séminaire que ce soit à Oman.

3. Les États concernés sont informés de toute activité qui constitue une menace pour la sécurité.

4. Le Code pénal omanais est appliqué aux ressortissants omanais qui sont impliqués et ceux-ci se voient interdire toute intervention future dans les médias.

Réponse à la question n° 3

1. Depuis le 15 février 2009, Oman utilise le système MIND d'INTERPOL à tous ses points d'entrée terrestres, maritimes et aériens. Ce système, qui permet de détecter les passeports volés ou perdus, est un outil efficace de lutte contre le terrorisme.

2. À tous les points d'entrée, le personnel utilise des équipements spéciaux pour détecter les faux passeports.

3. Tous les membres du personnel affectés aux points d'entrée officiels suivent des cours spéciaux de formation à la détection des passeports et des documents de voyage volés ou contrefaits.

Réponse à la question n° 4

Oman déploie de nombreux efforts pour renforcer le dialogue et promouvoir la compréhension entre les civilisations dans le cadre des activités ci-après :

1. Oman participe aux réunions internationales sur la question, dont la plus récente a été la Conférence sur le dialogue interconfessionnel tenue à Doha en octobre 2009.

2. Il a institué dans des universités internationales réputées les chaires suivantes, nommées en l'honneur de Sa Majesté le Sultan Qabous bin Saïd :

a) Université de Cambridge (Royaume-Uni) : Chaire Sultan Qabous d'études arabes modernes;

b) Université Al al-Bayt (Jordanie), Chaire d'études omanaises;

c) Université NED d'ingénierie et de technologie de Lahore (Pakistan) : Chaire d'informatique Sultan Qabous;

d) Université NED d'ingénierie et de technologie de Karachi (Pakistan) : Chaire d'informatique Sultan Qabous;

e) Université de Georgetown (États-Unis d'Amérique) : Chaire de littérature arabe et islamique du Sultan d'Oman;

f) Université du Golfe arabe (Bahreïn) : Chaire universitaire Sultan Qabous d'agriculture en milieu désertique;

g) Université de Melbourne (Australie) : Chaire d'études arabes et islamiques du Sultan d'Oman;

h) Université de Leyde (Pays-Bas) : Chaire d'études orientales du Sultan d'Oman;

i) Université d'Utrecht (Pays-Bas) : Chaire Sultan Qabous de gestion quantitative de l'eau;

j) Université de Beijing (Chine) : Chaire Sultan Qabous d'études de la langue arabe.

3. Un soutien est fourni à la Bibliothèque nationale russe de Moscou par l'intermédiaire de la collection du Sultanat d'Oman.

4. Les médias ont reçu pour instructions de propager des opinions tolérantes et modérées et n'ont pas le droit de diffuser des émissions qui incitent à la dissension entre les groupes religieux et les religions.

5. L'Institut d'études de la charia de Mascate accueille des étudiants non musulmans d'établissements étrangers pour de longues périodes pendant lesquelles ils suivent des cours approfondis sur l'Islam.

6. Le Ministère des Awqaf et des affaires religieuses publie une revue trimestrielle, *tasamuh* (tolérance), dont le but est de promouvoir la tolérance et le dialogue. Le Sultanat participe également à toute activité internationale visant à rapprocher davantage les peuples et les cultures.

Réponse à la question n° 5

Oman met en œuvre une série de mesures et d'initiatives religieuses afin d'empêcher les extrémistes d'accéder à des responsabilités dans des établissements éducatifs, culturels et religieux. Ces mesures sont notamment les suivantes :

1. Adoption d'une démarche religieuse normalisée qui encourage la modération et la tolérance à l'égard des autres groupes religieux et des autres religions et ne cautionne pas les activités visant à attiser les conflits religieux ou sectaires.

2. Supervision stricte par les pouvoirs publics des établissements d'enseignement religieux et contrôle permanent de leurs programmes afin de les mettre en conformité avec les exigences actuelles.

3. Sélection rigoureuse et soumission à des enquêtes de sécurité des prêcheurs des mosquées, auxquels des directives sont régulièrement données.

4. Interdiction de prononcer des discours, de donner des conférences ou d'effectuer des études de caractère religieux sans l'approbation officielle de l'organe compétent.

5. Publication dans les revues et les journaux locaux d'articles signés par des chercheurs et des penseurs éminents qui sont connus pour leur modération et qui mettent en garde contre les dangers du sectarisme.

6. Les présentateurs des émissions religieuses sont choisis avec soin et ces émissions sont soumises à un contrôle strict et sont examinées et évaluées avant d'être approuvées.

7. Le Grand Mufti d'Oman promulgue de nombreux édits dans lesquels il rejette systématiquement la violence et appelle à l'unité et à l'harmonie entre tous les secteurs de la société, conformément aux règles islamiques.

8. Des programmes de conseil sont organisés à l'intention des extrémistes les plus durs en vue de les réadapter et de les réintégrer dans la société.

Réponse à la question n° 6

Les autorités omanaises font le nécessaire pour mettre en œuvre toutes les mesures énoncées dans la résolution 1624 (2005) du Conseil de sécurité, conformément aux principes généraux de la Loi fondamentale de l'État et aux dispositions du droit international relatives aux droits de l'homme, à l'action

humanitaire et aux réfugiés, comme en témoigne le rapport de 2009 du Département d'État des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, dans lequel Oman a été félicité pour son respect de la liberté religieuse et des religions. La Loi fondamentale omanaise interdit la discrimination fondée sur la religion et garantit la liberté de culte tant qu'il n'en résulte pas de trouble à l'ordre public. Il est déclaré dans ce rapport que les politiques gouvernementales ont contribué à assurer d'une manière générale la liberté de culte, dans des conditions définies, et qu'aucune violence sociale à l'égard de ressortissants omanais ou de résidents étrangers n'a été signalée.
